

Le gouvernement dévoile mardi ses pistes pour l'intégration des étrangers

Paris, 4 juin 2018 (AFP) -

Ce doit être le versant "humaniste" d'une politique qui se veut intraitable contre l'immigration irrégulière: le gouvernement présente mardi ses pistes très attendues pour améliorer l'intégration des étrangers, avec un doublement attendu des heures de français.

Les mesures seront dévoilées lors d'un comité interministériel à l'intégration réunissant à Matignon des poids lourds du gouvernement: Gérard Collomb (Intérieur), Jean-Michel Blanquer (Education), Nicolas Hulot (Ecologie)...

Ce comité, annoncé il y a près d'un an, permettra de lancer l'effort en faveur de l'intégration des étrangers qui arrivent en France pour s'y installer durablement -- dont quelque 40.000 réfugiés l'an dernier.

L'accent a surtout été mis jusqu'à présent sur l'intensification des reconduites, notamment avec le controversé projet de loi asile-immigration. Ce qui a donné lieu à diverses polémiques, notamment lorsque M. Collomb a assuré récemment que les migrants faisaient du "benchmarking" en comparant les législations des pays européens. "L'intégration avait été zappée des politiques publiques des dernières années, c'était la dernière roue du carrosse", affirme le député LREM Aurélien Taché, auteur d'un récent rapport sur l'intégration, qui s'attend à ce qu'"une bonne majorité" de ses 72 propositions soient reprises avec des mesures "dans tous les domaines".

Le Premier ministre Edouard Philippe avait affirmé en février, lors de la remise du rapport plaçant "pour une politique ambitieuse d'intégration des étrangers arrivant en France", que "notre pays n'est pas toujours à la hauteur" de sa tradition d'accueil.

Avec des conséquences concrètes: le taux d'emploi atteint 35% seulement chez les immigrés arrivés il y a moins de cinq ans, selon l'OCDE.

Aussi le chef du gouvernement devrait-il acter mardi un doublement du volume de cours de français jusqu'à 400 heures, voire 600, pour un coût estimé à 52 millions d'euros environ, selon le document provisoire que l'AFP a pu consulter. Ce volume de 600 heures alignerait la France sur l'Allemagne, souvent citée comme modèle en matière d'intégration.

Le "Contrat d'intégration républicaine" (CIR), proposé aux étrangers, devrait connaître une refonte avec notamment un étalement de la formation civique, et une révision de ses programmes jugés indigestes.

- "Autonomie" -

Un effort est donc attendu, qui selon plusieurs sources se situerait entre 100 et 200 millions d'euros. M. Taché chiffrerait ses propositions à 607 millions d'euros.

Sans donner de chiffres, on indique à Beauvau que "de l'argent sera mis sur la table, on ne peut pas faire mieux avec les mêmes budgets".

"Il faut regarder les choses à long terme, en se posant plutôt la question du coût de la non-intervention, en termes de perte économique, ou de cohésion sociale", souligne Jean-Christophe Dumont de l'OCDE.

Le gouvernement a retenu cinq axes de travail, depuis "l'autonomie par le français" pour les nouveaux venus jusqu'à l'insertion "dans l'emploi et dans la vie économique", en passant par le développement, pour les réfugiés, des "parcours d'intégration adaptés", selon le document provisoire.

Car à l'heure de la crise migratoire, alors qu'arrivent des étrangers moins francophones, l'insertion pose de nouveaux défis, et certains réfugiés se retrouvent à la rue. La semaine dernière à Paris, 10% du millier de migrants évacués du campement du "Millénaire" étaient des réfugiés obligés de dormir dans des tentes insalubres.

Conscient de cette problématique, le gouvernement a demandé en décembre aux préfets de mobiliser 20.000 logements dans le parc privé et public. Un effort compliqué à réaliser, et un thème sensible dans l'opinion publique.

Le gouvernement compte aussi "développer pour les réfugiés des parcours d'intégration adaptés", selon le document consulté par l'AFP, notamment en soutenant les projets d'insertion professionnelle.



PAYS :France
SURFACE :95 %
PERIODICITE :Quotidien



► 4 juin 2018 - Edition Fil Gen

Plus largement il est nécessaire d'inclure "une étape professionnelle dans le CIR", indique-t-on à Beauvau. Cela suppose une meilleure information mais peut aussi passer par un bilan professionnel, un accompagnement individualisé, la valorisation des acquis professionnels...
cg/tmo/jcc

Afp le 04 juin 18 à 19 17.